

Financement de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable

Si l'envolée spectaculaire des prix des denrées alimentaires dans le monde se calme quelque peu sous l'impact du ralentissement économique, le nouveau climat économique et financier pose un ensemble de nouveaux problèmes.

La flambée des prix alimentaires au début de 2008 comme au cours des années immédiatement précédentes était liée à la tendance à la hausse des prix des marchandises à la suite de plusieurs années de croissance économique soutenue entre 2003 et 2007. L'élévation des niveaux de vie, l'augmentation de la consommation alimentaire et des prix du pétrole (intrant important dans la production alimentaire) conjuguées à de mauvaises récoltes dans les principaux pays producteurs, a contribué à une forte hausse des prix. Les conséquences ont été plus particulièrement lourdes pour les pays pauvres où elles ont déclenché une instabilité politique et où, selon l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 75 millions de personnes de plus souffraient de la faim, en 2007.

La conjugaison de la contraction économique et d'une récolte céréalière exceptionnelle en 2008 a contribué à une retombée des prix mondiaux. En septembre 2008, les prix étaient revenus aux niveaux du début de l'année. Cependant, dans de nombreux pays à faible revenu où les prix et les marchés sont très localisés, les prix des denrées alimentaires restent élevés ou continuent à augmenter.

Pendant ce temps, les perspectives de relèvement du secteur agricole et des moyens d'existence des petits agriculteurs restent en péril.

«Le climat de grande incertitude qui règne actuellement sur les marchés internationaux et la menace de récession mondiale pourraient inciter certains pays au protectionnisme et à la remise en question de leurs engagements en matière d'aide au développement international », a déclaré le 15 octobre, le directeur général Jacques Diouf au comité de la sécurité alimentaire de la FAO.

La volatilité de la chute des prix, aussi déstabilisante que la flambée du début de l'année, pourrait se traduire par une diminution des semences suivie d'une diminution des récoltes dans les principaux pays exportateurs, prévient la FAO. Les stocks de grains ayant été épuisés, on pourrait assister à une nouvelle flambée des prix des denrées alimentaires l'an prochain.

Pris ensemble, la volatilité des prix, les remous financiers et le brusque ralentissement de la croissance économique peut avoir, en autres, les impacts suivants :

- Les pays à faible revenu et à déficit vivrier et les autres pays émergents touchés par la crise alimentaire risquent d'être confrontés à des difficultés de financement accrues des importations alimentaires en raison de la dégradation de la balance des paiements et de la dépréciation des monnaies.
- Les pays exportateurs risquent de subir une perte de revenus en raison de la baisse de la demande globale des produits qu'ils exportent, laquelle menacerait les filets sociaux de sécurité existants comme les programmes d'alimentation scolaire et les subventions alimentaires.
- Les projets de dépense à moyen terme visant à améliorer la productivité agricole et à renforcer l'approvisionnement alimentaire à plus long terme dans les pays en développement risquent d'être suspendus en raison de restrictions budgétaires et de mesures d'austérité.
- L'impact de la crise financière pourrait se faire sentir au niveau macro-économique avec d'autres effets potentiellement négatifs sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en raison du déclin des « emprunts, prêts bancaires, aide publique, investissements étrangers directs et envois de fonds par les travailleurs » selon le directeur général de la FAO, Jacques Diouf.
- Le resserrement du crédit peut empêcher les marchés internationaux de denrées alimentaires de fonctionner convenablement du fait de la difficulté des exportateurs à obtenir des lignes de crédit à l'étranger.

Éléments de solution

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a établi début 2008, une équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale composée de 17 fonds, programmes, organisations et départements des Nations Unies ainsi que les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce. Les membres de l'équipe ont élaboré ensemble, un plan d'action, appelé Cadre d'action global (CFA). Voici quelques-unes des mesures figurant dans le CFA :

- Construire des infrastructures publiques telles que routes, irrigation et transport et des installations d'entreposage pour pousser les investissements privés et les partenariats globaux que le CFA réclame entre les gouvernements, le monde des affaires et la société civile.
- Tripler les niveaux actuellement faibles d'aide à l'agriculture (environ 4 milliards de dollars) comme l'a instamment demandé le secrétaire général. Il faudrait aussi que les pays touchés augmentent la part des dépenses publiques en faveur de l'agriculture, de l'infrastructure rurale, des services techniques et financiers aux petits agriculteurs et à l'agriculture commerciale moyenne.
- Pour faire face à la volatilité des prix des denrées alimentaires, il paraît sensé d'investir dans la gestion des risques de sécurité alimentaire. Il y a pour cela deux mécanismes: instaurer des plans de sécurité alimentaire et renforcer l'usage des stocks alimentaires des communautés locales et régionales.
- Minimiser les restrictions aux exportations et les prélèvements sur les denrées alimentaires dans les pays importateurs comme les pays exportateurs pour aider à stabiliser les prix alimentaires dans leur ensemble.
- Les pays doivent retourner à la table de négociations pour les pourparlers sur le Programme de Doha pour le développement de l'OMC et s'entendre sur des réductions substantielles des subventions agricoles et sur une baisse des droits de douane en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la production par les petits exploitants dans les pays en développement.
- Trouver dans le développement des biocarburants un équilibre entre la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique en permettant aux producteurs efficaces des pays en développement de profiter du potentiel que présentent les biocarburants.